

L'hon. M. Lambert: C'est très difficile à faire, monsieur l'Orateur. Pourtant, cette difficulté nous empêche-t-elle de nier les résultats? Il est difficile de mesurer la productivité dans les industries tertiaires. C'est l'une des tâches que le Conseil économique du Canada s'efforce de réaliser. Cette difficulté nie-t-elle que les augmentations ont causé l'inflation au Canada? Peu me chaut qu'un individu soit salarié, enseignant ou chauffeur d'autobus. S'il reçoit une augmentation de salaire qui dépasse l'augmentation de la productivité, il y a une aggravation correspondante des tensions inflationnistes. L'inflation peut aussi avoir d'autres causes, mais celle-ci en est une fondamentale. C'est un moyen dont le gouvernement n'a pas su tirer parti. Autant dire qu'il n'a même pas essayé.

La Commission des prix et des revenus devait exercer une certaine forme de contrôle non coercitif et informer le gouvernement au sujet des prix et des revenus. On s'apprête à abolir cette commission, dont le mandat prendra fin le 31 décembre 1971. Dans un rapport déposé mardi dernier, son président déclarait:

En 1971, la commission continuera à surveiller les changements importants au chapitre des prix, des coûts et des profits dans notre économie, à faire des enquêtes, à publier des rapports sur certaines augmentations de prix et de revenus et à informer le public et les gouvernements des faits pertinents. Étant donné que les critères de restriction des prix et les directives salariales connexes ont été abolis le 31 décembre 1970 ces études ne suivront pas ces critères comme en 1970.

Donc, on abolit cette fonction. Le gouvernement laisse tomber la Commission des prix et des revenus. Elle devait servir d'instrument pour combattre l'inflation, mais le gouvernement l'a abolie. Il n'a fourni aucun indice de ce qu'il entend lui substituer, mais il ne peut nier que l'inflation nous afflige toujours.

● (3.20 p.m.)

Prenons les taux d'intérêt. Je présume que le ministre, ou quelqu'un au nom du gouvernement, déclarera que la diminution des taux d'intérêt est un indice que l'inflation a été mâtée. Ce sont des fadaïses pures et sans mélange. Bien sûr, il s'est produit une diminution, mais elle n'a pas été suscitée par le gouvernement; le gouvernement n'a pas été l'auteur de la diminution des taux d'intérêt. Il a été obligé de suivre le courant des taux d'intérêt aux États-Unis et la tendance des taux d'intérêt résultant des problèmes de la balance des paiements. C'est l'une des difficultés de participer à un fonds monétaire international avec une marge étroite, que le dollar soit flottant ou non. Le taux d'intérêt au Canada, qui a été imposé comme restriction monétaire au gouvernement, provoquait des problèmes de balance des paiements. Comme résultat, nous avons été obligés de libérer le taux de change du dollar. Cependant, nous avons également dû permettre à nos taux d'intérêt de suivre les fluctuations aux États-Unis. Je dis donc que ce n'est pas grâce à ses initiatives que le gouvernement peut maintenant prétendre que les taux d'intérêt à la baisse sont la preuve qu'il est venu à bout de l'inflation.

Nous voyons aussi, d'après les statistiques les plus récentes de la Banque du Canada, que le taux d'intérêt moyen sur les obligations du gouvernement, de 90 jours, de 180 jours, à court et à long terme, a atteint son point le plus bas à la fin de janvier et au début de février; il remonte depuis. Je tiens surtout à faire ressortir par ma motion cet après-midi que le gouvernement s'est montré suffisant; il trompe la population en persistant à dire pour justifier ses politiques sur le chômage, que l'inflation a été jugulée. Il ne peut pas jouer sur les deux tableaux.

Un dernier point: depuis qu'on a débloqué le dollar canadien, l'afflux des importations n'a cessé d'augmenter. En janvier 1971, nos exportations accusaient une baisse nette de 3 p. 100 par rapport au mois de janvier 1970, si bien que nous dépendons de plus en plus de nos importations des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon, qui tous souffrent à divers degrés d'une inflation aiguë. Nous importons leur inflation. Chaque fois que nous importons des marchandises d'un autre pays à un prix gonflé, nous importons l'inflation dans notre propre pays. Ce phénomène s'est atténué dans une certaine mesure—et le gouvernement ne pourra en profiter au cours des prochains mois—pour l'unique raison que le cours du dollar n'étant pas fixé, sa valeur croissante sur le marché international par rapport au dollar américain a dissimulé l'effet de cet important facteur d'inflation. Je blâme donc le gouvernement qui, à cause de sa politique financière, n'a pas réussi à maîtriser l'inflation et a provoqué les autres conséquences indiquées dans ma motion.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Nous venons d'entendre un très intéressant discours du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) dans lequel il a reconnu que de tous les pays occidentaux, nous avons le mieux réussi à mater l'inflation, que le coût de la vie a moins augmenté chez nous que chez eux. Comme il ne peut pas s'en prendre à la situation globale, il a choisi de critiquer des détails. Le député a aussi soutenu la thèse que des porte-parole du gouvernement signalent depuis quelque temps, celle que nous devons continuer à craindre l'inflation future. Ces propos semblent diamétralement opposés à la politique de son propre parti qui m'exhorte à réduire immédiatement les impôts de quelques milliards de dollars afin de stimuler l'économie et de la soumettre à d'autres pressions inflationnistes au sortir d'une période de ralentissement.

Il y a à peine un mois et demi, les trois partis de l'opposition à la Chambre ont agi de manière étrange en émettant une déclaration conjointe pour condamner les politiques économiques que le gouvernement a adoptées pour maîtriser l'inflation et replacer l'économie sur la voie d'une croissance forte et stable. La question qui est restée sans réponse c'est celle de la solution de rechange qu'il aurait fallu prendre, selon ces partis, pour résoudre les graves problèmes économiques que nous affrontons. Après tout, il est très facile de condamner; c'est autre chose de trouver des solutions pratiques et efficaces.

Au début de la semaine dernière, des membres du Ralliement des créditistes ont fourni leur propre réponse